L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 JUILLET 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No 5, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 28 JUILLET 1848.

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE.
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NEW-YORK.

Ticket Electoral.

Pour le district de la Nouvelle-Orléans	JACQUES TOUTANT.
Second district	J. P. BENJAMIN.
Troisième district	JANUEL J. GARCIA.
Quatrième district	C. ADAMS, Jr.
Cinquième district	JOHN MOORE.
Sixième district	JAS. G. CAMPBELL.

Mes voeux sont pour le pays, pour le pays tout entier. Je desire ardemment et sincèrement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tête de la Nation, puisse, par une fidèle adhesion à la Constitution, nous rendre heureux à l'interieur et nous assurer le respect des peuples.
Z. TAYLOR.

Je désavoue à jamais, et de la manière la plus formelle, toute pensée de mettre en question les droits de propriété des citoyens du Sud.
MILLARD FILLMORE.

UNE RÉPONSE A UNE DEMANDE

Nos adversaires, effrayés de l'effet que ne manquera pas de produire ce langage clair, net et précis de M. Fillmore sur la question de l'esclavage, se rejettent d'autant plus sur le terrain de la propriété qui applique aux esclaves. Il y a de vrai, en effet, que, particulièrement malles que nous sommes partisans de recevoir. Nous maintenons pas des discussions oiseuses entreprises dans l'intérêt de remplir un certain nombre de colonnes. Le calcul, nous le savons, daigne à peine entrer un peu distrait sur ces singularités qui n'ont aucune utilité, aucun but, aucune portée. Pourtant le silence n'est pas toujours permis, et il nous arrive de penser que une fois pour toutes il est opportun de répondre à adresse à Emilio.

Notre candidat a une présidence à dire qu'il respectera jamais *non and frères* ses droits de propriété qui possèdent des esclaves. *C'est ce que l'on appelle* une propriété, et il ajoute: Ces mots effusquent nos adversaires qui y voient un moindre attrait pour le peuple. Oh! oh! quelle profonde sagesse! M. Fillmore, pour mieux prouver son respect de nos droits, pour donner une nouvelle énergie à sa pensée, déclare, lui, homme du Nord, en face des hommes du Nord, à propos des esclaves, que ces droits constituent *ce que l'on appelle* une propriété, et l'on veut qu'il agisse de cette courageuse parole? En vérité, nous sommes amoureux de l'aplomb de certains journalistes.

Quoi, le droit que nous avons à la possession de nos esclaves constitue *ce que l'on appelle* une propriété. C'est aussi ce que crie Emilio dans ses codes, dans ses constitutions, dans nos lois dans nos ordonnances dans tout ce qui nous garantit la paisible possession de nos biens et de nos esclaves. M. Fillmore *appelle* cela une propriété et il a raison.

Nos adversaires ont cru attirer l'attention de M. Fillmore en nous avisant, peut-être avec l'énergie du texte en soulignant les mots *what is termed*, ce qu'ils considèrent comme un fond vaine de la pensée. S. M. Fillmore respecte nos droits, qu'il nomme *ce qu'on appelle* une propriété. Mais ce mot d'un homme de rien, qui, tant rassurer avec plus d'énergie ce vaste chère pensée de M. Fillmore, il ne s'agit seulement qu'il respecte nos droits, mais qu'il en respecte parce qu'ils constituent *ce qu'on appelle*, dans le langage légal, une propriété. Mais, ajoutons-nous, ces gens nous accusent de grand cœur un dessous de cette grande qui surmonte nos consciences pour nous faire comprendre la pensée de notre candidat à la vice-présidence. *M. Fillmore considère que le droit à la possession des esclaves constitue CE QU'ILS APPELLE*, dans le sens que nous en avons encore et bien sûrement, UNE VÉRITABLE PROPRIÉTÉ. Serait-ce assez, oui? Eh nous accordera-t-on encore de nouveau sur? On en se fait bien capable.

Mais ne recherche et vient un autre. Nous demandons à notre tour si certains journaux pourtant, ou quelques-uns, ne sont pas coloniens les ressources de M. Fillmore, en supprimant avantageusement la première et la seconde portante de notre phrase, la seule pour laquelle M. Fillmore a voté, pour ne le seule exprimant la véritable pensée des amis du Sud et des institutions nationales. La voici, cette résolution que vous NOUSEZ PAS publier, et *pour laquelle*, encore une fois, M. Fillmore, DE VOTRE PROPRE AVEU, a voté

Résolu que le gouvernement est un gouvernement de pouvoirs limités, et que, d'après la Constitution des Etats-Unis, LE CONGRÈS NE PEUT PAS ÉTABLIR SUR L'INSTITUTION DE L'ESCLAVAGE DANS LES ETATS-UNIS DE LA CONFÉDÉRATION.

Publiez donc cette résolution, dites que M. Fillmore, en signant de son nom, a reconnu que si Congrès ne peut en aucune façon diminuer ou limiter les affaires particulières, il peut supprimer, soit pour supprimer l'esclavage. Avez le courage de dire la vérité, et vous verrez plus tout le reste. Mais dénature le sens d'une phrase importante contraire nous ne limiteriez qu'en attendant nécessairement l'énergie en ne tant au moins que l'on comprende la pensée de notre candidat à la vice-présidence.

Et bien! désormais, ne n'oublier pas, M. Fillmore respecte nos droits, parce qu'il considère qu'ils constituent *ce que l'on appelle* réellement une propriété. N'oubliez pas non plus que, selon lui, la Constitution n'autorise nullement le Congrès à se mêler de nos affaires particulières.

Après ce, on dira peut-être que M. Fillmore est abolitionniste?

Le No 6.—Les biographies du général Cass pullulent. Nous en avons déjà compté cinq, offrant chacune une riche variété de faits et d'appréciations à l'usage des hommes de toutes les opinions, et voici maintenant le No 6 qui nous arrive sous forme de brochure, comme les autres, mais cette dans un idiome que nous comprenons fort peu. Le No 6 est destiné aux Allemands. On y lit entre autres choses, à la page 12, cet ingénieux mensonge: "Le résultat de l'élection de 1844 est bien connu. M. Polk a été élu par le vote de *tous les Etats, un seul excepté*. La seule de ces parts démocrate a été en grande partie l'ouvrage de l'agitation Cass."

PRÉSENTATION D'UN SABRE D'HONNEUR

Le sabre d'honneur voté par la législature de la Louisiane au général WINFIELD SCOTT a été présenté à celui-ci le 6 courant, à Washington. Ce témoignage de l'estime et de l'admiration des Louisianais devait au fils offert à la Nouvelle-Orléans, mais on sait que l'ex-commandant en chef de l'armée américaine n'est embarqué pour le Nord pour se soustraire à une ovation qui est semble une protestation contre la conduite arbitraire du gouvernement. Le gouverneur Johnson a donné dans MM. Stewart et Winthrop, qui font partie de son état-major, de se rendre à Washington pour présenter le sabre au général Scott au nom de l'Etat de la Louisiane. Ils se sont acquittés fidèlement de cette mission. Voici la lettre que le gouverneur Johnson a adressée au général:

Nlle-Orléans, 21 juin 1848.

Mon cher —Le jour que la législature de la Louisiane vous a voter vous sera remise, selon vos désirs, à Washington. J'ai chargé de cette agréable mission mes amis les colonels Winthrop et Stewart qui ont consenti à me représenter dans cette circonstance.

En outre de cette preuve de reconnaissance pour les services signalés que vous avez rendus à vos compatriotes au siège de Vera-Cruz et à la bataille de Cerro-Gordo, les habitans de la Louisiane espéraient vous témoigner, à vous personnellement, leur haute appréciation des talens que vous avez déployés et qui, en couvrant nos armes de gloire, vont placer à côté des pages les plus brillantes de notre histoire le souvenir des brillantes conquêtes accomplies dans la vallée du Mexique. Mais ayant dans leurs espérances, ils croient encore pouvoir un jour acquitter en partie cette dette de reconnaissance. &c.

Je suis, général, avec un profond respect,
Votre dévoué serviteur,
ISAAC JOHNSON.

Le général Scott a répondu en termes chaleureux au discours dont le colonel Stewart a accompagné la présentation du sabre. Sur le fourreau de cette arme, qui est un véritable chef-d'œuvre de l'art, on lit, gravés en lettres d'or ces mots: "Présenté par le peuple de l'Etat de la Louisiane au major-général Winfield Scott, pour la bravoure et le talent qu'il a déployés au siège de Vera-Cruz et dans les batailles de Cerro-Gordo, Contreras, Churubusco, Molino del Rey, Chapultepec, jusqu'à son entrée dans la ville de Mexico."

NEW-YORK.—Les chances de Cass dans l'Etat de New-York diminuent chaque jour. Il n'y aura là de lutte sérieuse qu'entre Van Buren et Taylor. Ces deux derniers seront en réalité les deux seuls candidats dans les Etats où l'esclavage n'existe pas. L'un représente franchement le Nord, l'autre le Sud. Quant à Cass, ses constantes tergiversations et son peu de sincérité sur certaines questions le jetteront dans la minorité, c'est-à-dire dans l'ombre. Un correspondant du *Courier and Enquirer* estime qu'aux élections de novembre, les votes de l'Etat de New-York se répartiront dans la proportion suivante: sur cent voix, Taylor en obtiendra 60, Van Buren 25, et Cass 10; les abolitionistes proprement dits en auront 5. Dans d'autres Etats, la différence entre Van Buren et Cass ne sera pas aussi forte; mais l'avantage n'en restera pas moins au premier. La Nouvelle-Angleterre donnera probablement une plus forte majorité relative au candidat des *Barnburners* qu'à l'élu de la convention de Baltimore.

CUBA.—L'île de Cuba ressent évidemment le contre-coup des révolutions politiques qui ébranlent le monde. Nous lisons ce qui suit dans le *Charleston Courier*: "Un voyageur arrivé de Cuba nous apprend que pendant une fête donnée, le 4 juillet, à Trinidad, par un riche créole, quelques-uns des invités, natifs de l'île, arborèrent le drapeau américain. Aussitôt la troupe prit les armes et s'apprêta à réprimer toute tentative de rébellion. L'amphytrion fut chargé de chaînes et envoyé en cet état à la Havane. Les autorités recherchent les principaux auteurs du complot. Lile est dans une grande agitation. Il n'est pas improbable qu'il n'y ait une insurrection générale de créoles.

GRAND MEETING DES BARNBURNERS.—Une dépêche télégraphique transmise de New-York annonce qu'un grand meeting de *Barnburners* a eu lieu dans cette ville le 18 courant. Cinq mille personnes y assistaient. L'assemblée était présidée par M. Stephen Allen; il y avait 108 vice-présidents et 36 secrétaires. Il a été voté par acclamation des résolutions déclarant que les *Barnburners* restent fidèles au parti démocrate, mais que la Convention de Baltimore a été une fraude; ils refusent par conséquent de ratifier le choix de cette assemblée. La nomination de M. Van Buren a été approuvée à l'unanimité.

UN ANI DE M. CASS.—Le célèbre docteur Duncan, de Cincinnati, vient de se porter candidat pour le Congrès et se prononce en faveur du général Cass, *car, dit-il, je suis opposé à l'introduction de l'esclavage dans les territoires où il n'existe pas encore.*

MAINE.—Les whigs du cinquième district congressionnel du Maine ont désigné M. Albert Coburn pour leur candidat.

ARRIVÉE DE L'HIBERNIA.

Une dépêche télégraphique reçue à la Nouvelle-Orléans, annonce l'arrivée de l'*Hibernia* à New-York. Ce steamer apporte des nouvelles d'Europe de sept jours plus récentes. La dépêche ne renferme que des avis commerciaux. A Liverpool, il y a eu une hausse d'un huitième de penny sur les cotons de toutes qualités, et les demandes étaient assez actives surtout pour les qualités inférieures. Le stock en main était de cent quatre-vingt-seize mille neuf cent quatre-vingt-dix balles.

CONGRES.

SENAT—19 *juillet*.—M. Clayton, pensant que quelques paroles qu'il a prononcées hier n'ont pas été bien comprises, s'explique de nouveau sur le bill pour l'organisation territoriale de l'Orégon, de l'Uniforme et du Nouveau-Mexique. Le bill tranchant la question, le comité n'a pas cru devoir l'accompagner d'un rapport. Son unique but a été de concilier le Nord et le Sud.

M. Calhoun convient que le comité a adopté le seul moyen de concilier les prétentions adverses des deux extrémités rivales de l'Union.

M. King croit que les paroles de M. Clayton ne doivent pas être considérées comme exprimant la pensée du comité.

M. Pierpa est du même avis. Quant à lui personnellement il se réserve d'exprimer son opinion sur le bill qu'il a approuvé en comité.

M. Clayton déclare qu'il n'a jamais fait de discours pour d'autres que lui-même sinon dans une cour de justice. Il n'a fait hier qu'exprimer son opinion personnelle.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Rien d'intéressant.

SENAT—20 *juillet*.—M. Underwood propose d'amender les réglemens.

Le Sénat s'occupe du bill des allocations maritimes: MM. Allen, Douglas, Calhoun, Hall, etc., prennent part au débat. On propose un amendement qui est adopté. M. Lewis en demande la reconsidération. Cette motion est insérée au procès-verbal.

M. Clayton annonce qu'il proposera demain la délibération sur le bill concernant l'organisation territoriale de l'Oregon.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—La délibération sur le bill des allocations civiles et diplomatiques est reprise. La clause allouant $1500 à l'amélioration de la rivière Savannah est rejetée par 100 voix contre 78.

M. Turner demande la reconsidération.

M. Petit propose de déposer la motion sur le bureau. Cette proposition est repoussée, puis la Chambre s'ajourne.

ARRIVÉE DE FOURIERISTES.—Le *True Sun* de New-York annonce qu'il est arrivé en cette ville, sur le navire *Nuoni*, quinze Fourieristes français, dans le seul but de propager le fourrierisme parmi les Américains.

HAITI.

NOUVELLES EXÉCUTIONS.

La gazette *Hanover*, parti de Jacmel le 1er juillet, est arrivée dernièrement à Boston. Il n'y a pas eu de troubles à Jacmel, mais il régnait une assez vive agitation. Les montagnes du voisinage étaient couvertes de bandes armées qui menaçaient la ville, et comme les habitants étaient très inférieurs en nombre ils étaient en proie à de grandes appréhensions. Etant parvenus à saisir cent des insurgés, ils furent obligés de les remettre presque tous en liberté sur la production d'un laissez passer signé par le président. Celui-ci est toujours aux Cayes, où il a fait fusiller cinq prisonniers parmi lesquels trois généraux. Un décret du gouvernement ordonne qu'à partir du 1er juillet, tous les droits sur les importations seront payés en espèces. Jusqu'à ce moment on n'acquittait en espèces que le tiers des droits d'entrée; le reste se payait en papier.

Chronique Locale.

2DE COUR DE DISTRICT.—Une demande en divorce a été faite dans cette cour par un nommé J. M. Marrast contre sa femme. Un incident de cette cause a été vide hier matin; le mari, au moyen d'un habeas corpus, réclamait la garde provisoire de son enfant âgée d'environ deux ans. Il appuyait sa demande sur la conduite dereglée de la mère qui vit en ce moment avec un individu dont le nom a été prononcé pendant les débats. Les détails de cette affaire ont eu une vive et de succès de scandale. Après l'audition des témoins de part et d'autre, le juge Canon a confié au père la garde provisoire de l'enfant. Robert Preaux, pour le demandeur; et P. A. Bernard, pour la défenderesse.

2E MUNICIPALITÉ.—Presque tous les prisonniers qui ont comparu hier devant le recorder de la 2de municipalité, ont été élargis après examen. Charles Patagen a été arrêté comme déserteur du 9me régiment d'infanterie, et a été renvoyé pardevant la 1ère cour de district.

1ERE MUNICIPALITÉ.—Le recorder Génois s'est occupé hier de l'affaire de P. Gotael que M. John Evans accuse d'avoir volé trente-cinq piastres en pièces d'or. Le prévenu a été renvoyé pardevant la 1ère cour de district.

VOL AVEC EFFRACTION.—Quelques-uns de ces nombreux malfaiteurs qui infestent en ce moment notre ville ont pénétré mercredi soir dans le domicile de M. Adams, No 25 rue de Chartres, et ont parcouru toute la maison, dans l'espoir de découvrir qui valût la peine d'être enlevé. On a reconnu leurs traces.

VOL AUDACIEUX.—La police de la 3me municipalité a fait hier une importante capture dans la personne d'un nommé Bill Tracy, et ses deux acolytes, Samuel McCawley et Jacob Smith. Ces fins filous, à ce qu'il paraît, étaient à rôder dans le café de M. Gareth, situé sur la Levée près de la presse-à-coton de la 3me municipalité; et pendant que Tracy occupait l'attention du maître du café en jouant aux cartes avec lui, ses deux complices se glissaient furtivement dans la chambre de M. Jacob Weaver, et lui enlevaient une somme de trente-huit piastres. Le recorder Boumenon leur renvoyé pardevant la 1re cour de district.

ARRESTATION.—James Black, dit W. H. Smith, accusé d'un vol à Mobile, a été arrêté hier par la police de la 1re Municipalité. Il a été écroué en attendant que le gouverneur de l'Alabama le réclame.

CASS JUGÉ PAR TAYLOR.—Voici encor, dit le *Courrier des Etats-Unis*, une des mille anecdotes dans lesquelles figurent les deux candidats présidentiels.

C'était sous l'administration de Jackson, et le général Cass venait d'être investi du secrétariat de la guerre: les bêtes futurs de la guerre du Mexique se rencontrèrent par hasard. "Ah! Taylor, s'écria Scott, voilà une nomination! voilà un secrétaire qui comprendra nos besoins." A ces mots, les veines du front du vieux *Rough and Ready* se gonflèrent subitement, ce qui est chez lui le signe certain d'une vive agitation. "Je ne vois pas ça, général, répondit-il; ce que Cass comprend fort bien, ce sont ses besoins. Quand il était gouverneur de Michigan, il m'ordonna de lui envoyer douze de mes plus beaux soldats, et croiriez-vous que le gredin en garda six pendant deux ans, pour manœuvrer son bétreau, tandis qu'ils étaient payés par le gouvernement comme mes hommes!" Cela promet.

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE BROOKLYN.—Cette institution, l'une des mieux famées de l'Etat de New-York, vient d'éprouver une perte considérable par suite de l'infidélité d'un caissier nommé Thomas Hegeman. Après avoir joui longtemps d'une réputation intacte, ce caissier avait été renvoyé, pour avoir été vu dans une maison de jeu à New-York. Toutefois ce n'est qu'il y a quelques jours que l'on a découvert un déficit d'environ $35,000 dans sa caisse. Le moyen qu'il employait pour dégoiner ses soustractions était d'ailleurs des plus simples: il consistait à ne porter sur les livres qu'une partie des dépôts qu'il recevait; le crime de vol se trouve ainsi compliqué de faux. Heureusement, l'institution est en mesure de faire face au déficit, et les déposants n'auront du moins rien à perdre.

INCENDIE.—Le 14 courant, vers 10 heures du soir, le feu se déclara au No 60 de Wall street, et, malgré l'activité déployée par les pompiers il eut bientôt fait de rapides ravages. Les principales victimes de ce sinistre sont MM. Legal et Bouland, importateurs d'articles de fantaisie.

UN CHAT DANS UNE FAUSSE POSITION.—Il y a quelques jours, les conducteurs du convoi de Rochester entendaient à plusieurs reprises sur la route des miaulements plaintifs, sans pouvoir découvrir d'où ils provenaient. Arrivés à une station enfin, on fit une nouvelle recherche, et l'on découvrit un chat qui s'était logé dans le creux que formait à l'intérieur une des roues en fonte. Minet avait ainsi parcouru 15 milles et accompli dans sa niche quelque chose comme 15,000 révolutions. Aussi paraît-il fort enchanté lorsqu'on l'eut remis sur ses pattes, sur un terrain moins mouvant.

Presse départementale.

Les journaux qui nous arrivent des villes de province, dit la *Démocratie Pacifique*, même de celles où les sanglantes nouvelles de Paris n'étaient pas encore parvenues, se distinguent par un sentiment très juste de la situation. Partout on prévoit une crise, presque partout on en comprend les causes et l'on indique les remèdes souvent qu'il faut apporter aux plaies de la France.

On lit dans l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales*:

La Révolution du 23 Février est une Révolution sociale. C'est ce qu'il importe de ne pas perdre de vue, si l'on ne veut soubresauter de surprise et jeter les hauts cris à certains tournants de la voie où nous poussent les nécessités de l'époque.

République, démocratie, socialisme, triple acception d'une seule idée, voilà le fait qui pour s'établir, pour s'implanter, tend à remuer, à creuser profondément le sol social.

Cependant hâtons-nous, car rien n'effraie la civilisation comme la pensée de sortir de ses vieilles habitudes; hâtons-nous de dire que rien n'est moins *anti-social* que le socialisme bien compris, et que, dans une révolution considérable, remuer et creuser, n'est pas faire table rase.

Ici comme partout, aujourd'hui comme jadis, le *mot* épouvante, alors que depuis longtemps déjà on s'est fait à la chose. Bien des cœurs seront en effet étonnés, lorsque nous les prouverons que depuis plus d'un demi-siècle la France fait du socialisme comme M. Jourdain faisait de la prose, sans s'en douter.

Et qu'est-ce donc que la division de la propriété, l'expansion du crédit public et privé, la diffusion des lumières; l'extension du bien-être, la liaison du privilège dans le droit commun!—De la France féodale à la France constitutionnelle, quelle distance! Du monopole électoral au suffrage universel, quel bond! Certes, c'est bien là du socialisme, a-t-il porté à la civilisation un coup fatal!—Non, il l'a fécondée; et cependant quelles craintes, quelles terreurs, quelles angoisses, parmi les ténèbres du monde, alors que commença à poindre l'aube du socialisme! Comme du cœur aux lèvres le frémissement en prononçant le nom de Rouseau!

Le *Travailleur de Loir-et-Cher* s'exprime ainsi:

La terre où nous marchons est brûlante; s'y hier et l'obir. Quelle que soit la force dont on dispose, l'oppression est un danger. Ce n'est pas avec des baïonnettes qu'on fait de l'ordre, mais en donnant des garanties à ceux qui ont le droit d'en réclamer, en donnant satisfaction à tous ceux qui souffrent. Cela est-il possible!..... Nous répondons sans hésiter: oui.

A nos frères les travailleurs, nous crierons: Frères, pourquoi toujours du sang! N'avez-vous pas assez de vos larmes? Ne craignez-vous pas que nos querelles n'ouvrent la porte à l'étranger, à la tyrannie! Ne craignez-vous pas que ces luttes incessantes ne fassent crouler l'édifice à peine affermi de notre République!

Au nom de la patrie, frères, au nom de notre cause, la plus sainte entre toutes, au nom de vos plus chers intérêts, au nom de vos familles *épouvantées*, frères, soyez patients encore, déposez le fer! Ne saignez pas le flanc de la patrie en deuil! Que vos réclamations soient calmes comme la force, pacifiques comme il appartient à des frères! Nous vous en conjurons au nom de tous!

Et vous, élus de la France, hâtez-vous de réaliser les promesses du 25 février.

Voici comment la situation est appréciée dans le *Peuple Souverain*, journal de Lyon. Il s'agit du peuple.

Faite par lui, la révolution doit être pour lui; on le lui a dit même, afin de l'engager à déposer les armes. Il est rentré dans ses habitudes d'ordre et de résignation, il a fait avec le pays un bail de trois mois de misère; le bail est expiré et la misère continue! Ceux qu'il a délégués à Paris pour s'occuper de ses affaires ont peu fait pour lui jusqu'à ce jour. Il y a plus, les travailleurs sont devenus un embarras pour les hommes, qui ne veulent aucun changement dans l'état présent de la société. On demande à grands cris la dissolution des chantiers nationaux. Les défenseurs de la démocratie sont traités de socialistes et d'utopistes; et lorsque leur voix veut se faire entendre à la tribune, elle est couverte par les murmures et les cris du parti réactionnaire.

Que l'on y songe sérieusement, il est temps que le calme se rétablisse, et cela ne se peut qu'à une condition: il faut que les idées démocratiques se fassent jour au sein de l'Assemblée Nationale. Au lieu d'enfouir inutilement des millions qui sont même insuffisans pour les besoins des classes nécessiteuses, que l'on organise le travail sur les bases les plus larges en prenant l'association pour point de départ.

Organisation du travail par l'association, telle est la formule que la partie la plus éclairée de la presse départementale présente comme le dernier mot de la crise actuelle. Cette idée devient encore plus pratique et plus nette dans le programme affiché dès le 8 juin par la commission municipale de Rive-de-Gier. Le voici, nos lecteurs y retrouveront facilement l'empreinte de nos doctrines:

Nous membres de la commission municipale de Rive-de-Gier,

"Considérant qu'il importe de donner aux élections municipales toute la liberté et toute la franchise possible; qu'il est indispensable de ne conserver en face de nos concitoyens aucune arrière-pensée; que nous devons par suite déclarer publiquement nos convictions politiques et sociales;

"Considérant qu'en dehors des questions générales dont la solution regarde l'Assemblée Nationale, il reste à étudier dans chaque commune, et surtout à Rive-de-Gier, des questions locales d'une importance majeure, qui peuvent avoir sur l'avenir de notre cité des conséquences d'une haute portée;

"Considérant que nous voulons à la fois des améliorations politiques et sociales, qu'il est impossible sans le progrès, que toutes les institutions nouvelles doivent avoir un caractère largement démocratique;"

Nous avons arrêté en conseil le programme suivant:

Nous voulons:

1o Un comptoir communal où chaque travailleur trouvera à prix coûtant les outils, l'habillement et en général tous les objets les plus nécessaires à la vie, où il sera ouvert à chacun, sur la présentation d'un billet de la commune, un crédit de quinze jours de travail;

2o L'établissement d'une boucherie et d'une boulangerie communale pour l'approvisionnement des ménages de travailleurs associés sous l'impulsion des administrateurs;

3o L'organisation d'une école maternelle et d'une école professionnelle gratuite pour tous les enfans des travailleurs;

4o L'alimentation des fontaines publiques de la ville, au moyen d'eaux de source saines et abondantes, réunissant toutes les qualités d'une boisson eau potable;

5o L'achat, aux frais de la commune, de terrains incultes destinés à occuper utilement, à l'époque des chômages, les ouvriers sans travail de la ville de Rive-de-Gier.

6o La suppression des droits d'octroi sur les denrées de première nécessité et la création progressive d'un impôt destiné à remplacer successivement les droits d'octroi qui seront supprimés.

Le *Précurseur d'Angers* déjà inquiet du commencement de la lutte, s'exprime ainsi:

Il n'est pas douteux à ces funestes événemens de compromettre le salut de la nation et l'avènement de la démocratie. La révolution de Février n'a pas été faite par la prédestination de la République. Les résistances aveugles qu'elle a rencontrées, les hostilités nouvelles contre lesquelles elle a dû lutter, ont démontré des impatiences fausses et fait naître de trop légitimes défiances. Le mouvement, qui emportait la France, ne produit des uns comme des autres. Nous croyons, nous, que la cause populaire en sortira plus puissante et mieux affermie. Les douloureux déchirements, qui affligent la France, montreront que l'idée républicaine est profondément enracinée dans la nation et qu'elle n'a rien à redouter ni de ceux qui la combattent par l'intrigue, ni de ceux qui veulent la pervertir à leur profit.

Voici l'appréciation du *Démocrate d'Orléans*:

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons encore qu'un fait, c'est qu'on se bat à Paris. Les bruits qui circulent sont à ce point contradictoires qu'il est impossible d'affirmer rien de positif. Le pourquoi officiel de cette nouvelle bataille nous est encore inconnu; mais il ne faut pas être profond politique pour le pressentir. Quel qu'il arrive, nous n'hésitons pas à dire notre pensée. C'est l'insurrection de la faim; c'est en même temps une protestation contre la violation du droit d'agir et de penser; pendant ces mots, les veines du front du vieux *Rough and Ready* se gonflèrent subitement, ce qui est chez lui le signe certain d'une vive agitation. "Je ne vois pas ça, général, répondit-il; ce que Cass comprend fort bien, ce sont ses besoins. Quand il était gouverneur de Michigan, il m'ordonna de lui envoyer douze de mes plus beaux soldats, et croiriez-vous que le gredin en garda six pendant deux ans, pour manœuvrer son bétreau, tandis qu'ils étaient payés par le gouvernement comme mes hommes!" Cela promet.

Nous pouvons apprécier maintenant l'effroyable portée de ces prédictions incendiaires, et les fruits odieux de ces flagornoires prodigues follement à une certaine classe de la société depuis le 25 février 1848.

On a dit aux ouvriers: "Vous êtes rois," et en vertu de cet axiome trop doux à l'oreille pour ne pas gâter le cœur, ceux-ci ont voulu tout d'abord conquérir leur pouvoir souverain sous sa plus mauvaise face: la tyrannie.

Et comment en pourrait-il ainsi autrement? A la suite des écrivains et des publicistes, sont venus les courtisans du nouveau monarque: "Dire, ne sont-ils exclamé, c'est vous seul qui avez fait la révolution de février, et vous seul devez recueillir le fruit de la victoire."

Quand on sème le mensonge, on ne peut recueillir que le vent et la tempête.

La Révolution de Février ne mérite ce nom que parce qu'elle a été l'œuvre, non pas d'une classe spéciale de la société, mais de tout le monde. Sans l'appui de la classe bourgeoise, en effet, les travailleurs seraient à coup sûr vu se tourner victorieusement contre eux les baïonnettes de nos soldats.

Donc, si des écrivains dangereux, si des orateurs de clubs anarchiques n'avaient pas dans une arrière pensée de destruction et de ruine, travesti l'histoire, nous n'aurions pas vu se formuler une charte absurde de droits irréalisables pour le moment, et le désordre pénétrer des intelligences dans les faits, n'aurait pas pris la plus odieuse des perspectives, celle de la guerre civile.

Nul d'entre nous n'a le désir d'examiner les questions sociales; leur solution doit arriver sans aucun doute; mais avec le temps. Ce que l'on doit constater aujourd'hui, c'est que le gouvernement ne saurait être tenu de mettre à exécution des théories impossibles et de réaliser immédiatement des promesses illusoires et qui n'ont pu engager que la responsabilité morale de leurs stupides promoteurs. (*Courrier*)

—Depuis quelques jours, écrit-on de Toulouse le 20 juin, des orages accompagnés de torrents de pluie ont éclaté tous les soirs sur la ville et dans les environs. Dimanche, à 7 heures du soir, la pluie a commencé, l'averse s'est prolongée jusqu'à trois heures du matin. Cette pluie a causé de grands désastres. La plupart des blés sont couchés; une grande quantité de champs sont couverts d'eau. Presque toutes les vignes des environs, l'Ausonnelle, le Girou, Libers, le Tuseis, ont débordé; le canal a rompu sur plusieurs points de son cours.

Près de Toulouse, les eaux du canal ont dévasté des jardinières situées au pont des Demoiselles; à l'écluse Bayard, les dégâts sont bien plus considérables. Des propriétés sont submergées. Dans les maisons et dans plusieurs parties des jardins, il y a plus d'un mètre d'eau.

On annonce que plusieurs communes ont été ravagées par la grêle.

—On écrit de Dax à la *Sentinelle des Pyrénées*:

"Un violent orage a éclaté lundi dernier sur la ville de Dax et s'est étendu dans les campagnes environnantes. Pendant un quart d'heure environ, la grêle n'a cessé de tomber. La plupart des fruits ont été bientôt ravagés, car elle a atteint une partie du maïs et que quelques-uns ont dû prétendre à l'horrible fléau.

Nous pouvons apprécier maintenant l'effroyable portée de ces prédictions incendiaires, et les fruits odieux de ces flagornoires prodigues follement à une certaine classe de la société depuis le 25 février 1848.

On a dit aux ouvriers: "Vous êtes rois," et en vertu de cet axiome trop doux à l'oreille pour ne pas gâter le cœur, ceux-ci ont voulu tout d'abord conquérir leur pouvoir souverain sous sa plus mauvaise face: la tyrannie.

Et comment en pourrait-il ainsi autrement? A la suite des écrivains et des publicistes, sont venus les courtisans du nouveau monarque: "Dire, ne sont-ils exclamé, c'est vous seul qui avez fait la révolution de février, et vous seul devez recueillir le fruit de la victoire."

Quand on sème le mensonge, on ne peut recueillir que le vent et la tempête.

La Révolution de Février ne mérite ce nom que parce qu'elle a été l'œuvre, non pas d'une classe spéciale de la société, mais de tout le monde. Sans l'appui de la classe bourgeoise, en effet, les travailleurs seraient à coup sûr vu se tourner victorieusement contre eux les baïonnettes de nos soldats.

Donc, si des écrivains dangereux, si des orateurs de clubs anarchiques n'avaient pas dans une arrière pensée de destruction et de ruine, travesti l'histoire, nous n'aurions pas vu se formuler une charte absurde de droits irréalisables pour le moment, et le désordre pénétrer des intelligences dans les faits, n'aurait pas pris la plus odieuse des perspectives, celle de la guerre civile.

Nul d'entre nous n'a le désir d'examiner les questions sociales; leur solution doit arriver sans aucun doute; mais avec le temps. Ce que l'on doit constater aujourd'hui, c'est que le gouvernement ne saurait être tenu de mettre à exécution des théories impossibles et de réaliser immédiatement des promesses illusoires et qui n'ont pu engager que la responsabilité morale de leurs stupides promoteurs. (*Courrier*)

—Depuis quelques jours, écrit-on de Toulouse le 20 juin, des orages accompagnés de torrents de pluie ont éclaté tous les soirs sur la ville et dans les environs. Dimanche, à 7 heures du soir, la pluie a commencé, l'averse s'est prolongée jusqu'à trois heures du matin. Cette pluie a causé de grands désastres. La plupart des blés sont couchés; une grande quantité de champs sont couverts d'eau. Presque toutes les vignes des environs, l'Ausonnelle, le Girou, Libers, le Tuseis, ont débordé; le canal a rompu sur plusieurs points de son cours.

Près de Toulouse, les eaux du canal ont dévasté des jardinières situées au pont des Demoiselles; à l'écluse Bayard, les dégâts sont bien plus considérables. Des propriétés sont submergées. Dans les maisons et dans plusieurs parties des jardins, il y a plus d'un mètre d'eau.

On annonce que plusieurs communes ont été ravagées par la grêle.

—On écrit de Dax à la *Sentinelle des Pyrénées*:

"Un violent orage a éclaté lundi dernier sur la ville de Dax et s'est étendu dans les campagnes environnantes. Pendant un quart d'heure environ, la grêle n'a cessé de tomber. La plupart des fruits ont été bientôt ravagés, car elle a atteint une partie du maïs et que quelques-uns ont dû prétendre à l'horrible fléau.

Nous pouvons apprécier maintenant l'effroyable portée de ces prédictions incendiaires, et les fruits odieux de ces flagornoires prodigues follement à une certaine classe de la société depuis le 25 février 1848.

On a dit aux ouvriers: "Vous êtes rois," et en vertu de cet axiome trop doux à l'oreille pour ne pas gâter le cœur, ceux-ci ont voulu tout d'abord conquérir leur pouvoir souverain sous sa plus mauvaise face: la tyrannie.

Et comment en pourrait-il ainsi autrement? A la suite des écrivains et des publicistes, sont venus les courtisans du nouveau monarque: "Dire, ne sont-ils exclamé, c'est vous seul qui avez fait la révolution de février, et vous seul devez recueillir le fruit de la victoire."

Quand on sème le mensonge, on ne peut recueillir que le vent et la tempête.

La Révolution de Février ne mérite ce nom que parce qu'elle a été l'œuvre, non pas d'une classe spéciale de la société, mais de tout le monde. Sans l'appui de la classe bourgeoise, en effet, les travailleurs seraient à coup sûr vu se tourner victorieusement contre eux les baïonnettes de nos soldats.

Donc, si des écrivains dangereux, si des orateurs de clubs anarchiques n'avaient pas dans une arrière pensée de destruction et de ruine, travesti l'histoire, nous n'aurions pas vu se formuler une charte absurde de droits irréalisables pour le moment, et le désordre pénétrer des intelligences dans les faits, n'aurait pas pris la plus odieuse des perspectives, celle de la guerre civile.

Nul d'entre nous n'a le désir d'examiner les questions sociales; leur solution doit arriver sans aucun doute; mais avec le temps. Ce que l'on doit constater aujourd'hui, c'est que le gouvernement ne saurait être tenu de mettre à exécution des théories impossibles et de réaliser immédiatement des promesses illusoires et qui n'ont pu engager que la responsabilité morale de leurs stupides promoteurs. (*Courrier*)

—Depuis quelques jours, écrit-on de Toulouse le 20 juin, des orages accompagnés de torrents de pluie ont éclaté tous les soirs sur la ville et dans les environs. Dimanche, à 7 heures du soir, la pluie a commencé, l'averse s'est prolongée jusqu'à trois heures du matin. Cette pluie a causé de grands désastres. La plupart des blés sont couchés; une grande quantité de champs sont couverts d'eau. Presque toutes les vignes des environs, l'Ausonnelle, le Girou, Libers, le Tuseis, ont débordé; le canal a rompu sur plusieurs points de son cours.

Près de Toulouse, les eaux du canal ont dévasté des jardinières situées au pont des Demoiselles; à l'écluse Bayard, les dégâts sont bien plus considérables. Des propriétés sont submergées. Dans les maisons et dans plusieurs parties des jardins, il y a plus d'un mètre d'eau.

On annonce que plusieurs communes ont été ravagées par la grêle.

—On écrit de Dax à la *Sentin